Quelles horreurs Macron a-t-il promises à l'agence de notation ?

écrit par Christine Tasin | 4 juin 2023

A la différence de Fitch le 29 avril dernier, l'agence de notation S&P Ratings a décidé de maintenir la note de la France à « AA ». Elle estime néanmoins que le pays a des perspectives « qui restent négatives ».

Lire plus tard | Commenter | Partager | Allemagne | Dette publique

Dans son évaluation, S&P Ratings estime que des conditions d'accès au crédit plus restreintes et une inflation toujours élevée pèseront sur l'activité économique de la France en 2023 et 2024. (Richard B. Levine/Newscom/SIPA)

A la différence de Fitch le 29 avril dernier, l'agence de notation S&P Ratings a décidé de maintenir la note de la France à « AA ». Elle estime néanmoins que le pays a des perspectives « qui restent négatives ».

Lire plus tard Commenter Partager Allemagne Dette publique

Dans son évaluation, S&P Ratings estime que des conditions d'accès au crédit plus restreintes et une inflation toujours élevée pèseront sur l'activité économique de la France en 2023 et 2024. (Richard B. Levine/Newscom/SIPA)

La France est surendettée, son potentiel industriel s'effondre de jour en jour, Macron nous endette chaque jour davantage en distribuant les milliards à l'Afrique, à l'immigration, à Mac Kinsey et Pfizer… mais l'agence de cotation S&P Global Ratings (ce sont dorénavant les « agences de cotation » étrangères, américaines de préférence, qui font la loi chez nous, avec Der Leyen. En France, rien de nouveau, sinon que « on » pourra continuer à nous prêter à un taux pas tout à fait usuraire pour nous achever moins vite, parce que Macron a donné des gages, la retraité à 64 ans, et la fin de la baisse des hydrocarbures. Tout un programme…

On ne va pas payer moins cher non, simplement on ne paiera pas aussi cher que l'on aurait pu. Tout ça parce que les Français sont déjà dans la mouise et qu'ils s'enfoncent

chaque jour, avec les prix de l'électricité, du gaz, du pain, des légumes et de l'essence… Mais Macron peut se vanter d'avoir échappé à la dégringolade folle l'amenant à la situation de la Grèce il y a quelques années. Sans doute espère-t-il grâce à cela enfumer toujours plus le bon Français moyen.

Espère… Macron. Espère….

La décision était particulièrement attendue par le gouvernement. L'agence de notation S&P Global Ratings a maintenu ce vendredi la note de crédit de la France à « AA/A-1 + ». Elle a néanmoins conservé sa perspective « négative », ce qui signifie que le pays n'est pas à l'abri d'un abaissement.

Ce maintien « est principalement dû à la révision de la stratégie de consolidation budgétaire du gouvernement », écrit l'agence de notation, en citant comme faits positifs, outre la réforme des retraites, la fin programmée des aides énergétiques à la faveur de la baisse des prix des hydrocarbures.

Inflation et conditions d'accès au crédit

Dans son évaluation, S&P Ratings estime que des conditions d'accès au crédit plus restreintes et une inflation toujours élevée pèseront sur l'activité économique de la France en 2023 et 2024. L'agence de notation prévoit que le déficit budgétaire français diminuera à 3,8 % en 2026, contre environ 5 % en 2023, et que la dette restera supérieure à 110 % du produit intérieur brut. Ce, dans la période 2023-2026, « avec un déficit budgétaire persistant, bien qu'en baisse ».

S&P Global avait abaissé en décembre dernier la perspective de la France à « négative » contre « stable » précédemment

en raison de risques croissants pour les finances publiques et les conséquences budgétaires pouvant en résulter.

La note AA figure parmi les plus hautes catégories de notation, signifiant une forte capacité à pouvoir rembourser ses dettes. En Europe, l'Allemagne et les Pays-Bas sont parmi les pays les mieux notés, avec le niveau « AAA », que la France a perdu en 2012.

Un endettement qui demeure

Fin avril, Fitch, une des agences concurrentes de S&P, avait abaissé sa note d'un cran à « AA- » en évoquant notamment un contexte politique et social susceptible de compliquer la réduction des dépenses publiques. Cela avait déclenché les protestations du gouvernement qui a fait le voeu de redresser les comptes de la nation.

La dette de la France était à 111,6 % du PIB en 2022, et le gouvernement vise 108 % en 2027. La France détient l'endettement le plus élevé des pays de la catégorie « AA ». Après avoir atteint 4,7 % en 2022, le déficit public français devrait quant à lui légèrement remonter cette année à 4,9 % avant de refluer progressivement à partir de 2024, anticipe le gouvernement dans son programme de stabilité publié ces dernières semaines. Celui-ci table sur un retour dans les clous budgétaires européens, soit sous les 3 %, en 2027.

« Un signal positif » pour Bruno Le Maire

Ce maintien est évidemment une bonne nouvelle pour le gouvernement français. Quelques minutes après l'annonce, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a vanté la gestion budgétaire française.

« Je prends acte de la décision de l'agence Standard & Poor's de laisser inchangée la notation de la dette française », a-t-il déclaré au journal hebdomadaire « JDD ».

« C’est un signal positif. Notre stratégie en matière de finances publiques est claire. Elle est ambitieuse. Et elle est crédible. »

La dette publique préoccupe les Français

Selon un sondage Elabe pour « Les Echos » et l’Institut Montaigne publié ce jeudi, l’alourdissement de la dette préoccupe les Français.

https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/dette-sp-maintient-la-note-de-la-france-mais-avec-une-perspective-negative-1948686